



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 21 juillet 1971

à 10 h 15

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

## SOMMAIRE

Page

Point 14 de l'ordre du jour :

Assistance en cas de catastrophe naturelle (*suite*) ..... 131

Président : M. DRISS (Tunisie)

## POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance en cas de catastrophe naturelle (*suite*) [E/4994, E/5012 (première partie), par. 41 à 43; E/5038, chap. VI; E/C.2/727, E/C.2/731, E/C.2/732, E/C.2/735, E/C.2/742, E/L.1404, E/L.1425, E/L.1430, E/L.1434, E/L.1436, E/L.1437, E/L.1438]

1. Le PRÉSIDENT annonce que les délégations péruvienne et libanaise se sont jointes aux auteurs du projet de résolution E/L.1438.

2. M. SANTA CRUZ (Observateur du Chili), prenant la parole en vertu de l'article 75 du règlement intérieur, dit que le point à l'examen intéresse tout particulièrement son pays. Dans le rapport complet du Secrétaire général (E/4994), le Chili est cité comme l'un des pays qui ont connu de fréquentes catastrophes naturelles. Le 8 juillet 1971, peu après la publication de ce rapport, le Chili a été secoué par un violent tremblement de terre. Il est difficile pour M. Santa Cruz de séparer la question générale de l'assistance en cas de catastrophe naturelle des circonstances particulières de la catastrophe qui a frappé son pays, d'autant plus que les pays d'Amérique latine membres du Conseil ont présenté un projet de résolution (E/L.1434) sur les mesures à prendre à la suite des catastrophes naturelles survenues en Colombie et au Chili.

3. Les pertes de vies humaines dues au récent tremblement de terre ne sont pas à comparer avec le nombre des victimes des catastrophes qui ont frappé le Pakistan et le Pérou : il y a eu 93 morts, encore que l'état grave de nombre de blessés risque de porter le total à un chiffre plus élevé. 500 000 personnes, environ, soit plus de 5 p. 100 de la population du pays, ont subi les conséquences de ce tremblement de terre, qui s'est étendu sur une région de 72 324 kilomètres carrés; 14 000 habitations ont été complètement détruites et 221 413 sérieusement endommagées, au milieu d'un des hivers les plus rudes que le Chili ait jamais connus; 92 écoles ont été détruites et plus de 1 200 endommagées; 7 hôpitaux ont été détruits et 23 très endommagés.

4. Dans le domaine économique, les conséquences ont été désastreuses, en particulier pour ce qui est des installations sanitaires, de l'irrigation, des routes, des ports, des aéroports, des chemins de fer et des réseaux d'irrigation. Des dommages très importants ont été causés aux raffineries de pétrole et de cuivre, ainsi qu'aux centrales électriques. Le total des dommages est estimé à environ 153 millions de dollars et, à ce chiffre, il convient d'ajouter 100 millions de dollars pour tenir compte des pertes de production.

5. Le tremblement de terre a ravagé à peu près la même région que celle qui avait déjà connu une catastrophe analogue en 1965, à cette différence près que le récent séisme a été plus violent. Il est particulièrement à déplorer que la population de cette région subisse ainsi un grave retard dans ses travaux de reconstruction et de relèvement. Fort heureusement, la capitale du Chili n'a pas été endommagée, et les préparatifs de la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement se sont poursuivis sans interruption. Le Gouvernement chilien demeure résolu à accueillir cette conférence.

6. Les nombreuses catastrophes naturelles dont le Chili a souffert ont renforcé la détermination de son peuple de lutter pour le progrès et le développement. Sans perdre de temps, le Gouvernement et le peuple chiliens ont immédiatement porté secours aux victimes de la catastrophe et commencé les travaux de reconstruction et de relèvement. M. Santa Cruz exprime la gratitude de sa délégation devant l'aide généreuse et spontanée qu'ont apportée de nombreux pays et organisations internationales, exemple de solidarité internationale qui ne sera pas oublié.

7. La délégation chilienne est reconnaissante aussi des sentiments d'amitié et de sollicitude qui ont inspiré les auteurs du projet de résolution E/L.1434. Des résolutions et des recommandations de ce genre sont une tradition au Conseil, en particulier la résolution 1518 (XLIX), du 10 juillet 1970, sur les mesures à prendre à la suite du tremblement de terre survenu au Pérou. Cette résolution contenait une série de recommandations aux États Membres, aux institutions de crédit international, aux pays créanciers du Pérou, à la BIRD, au Secrétaire général de l'ONU et au Conseil d'administration du PNUD. On retrouve, dans le projet de résolution E/L.1434, les dispositions des paragraphes 2, 7 et 9 de la résolution précitée. Le Gouvernement chilien approuve les paragraphes 3 et 4 du projet de résolution, qui s'adressent au Secrétaire général de l'ONU et aux autres organes internationaux, mais il préférerait supprimer le paragraphe 2, qui s'adresse aux gouvernements. M. Santa Cruz est persuadé que tous les gouvernements qui souhaitent atténuer les souffrances du peuple chilien et qui sont en mesure de le faire fourniront une assistance sans l'intervention du Conseil, et il ne

voudrait pas donner l'impression que le Chili n'a pas apprécié les efforts des pays qui ont déjà offert leur aide.

8. La tâche de reconstruction sera gigantesque. Il faudra non seulement reconstruire les ouvrages détruits, mais les reconstruire assez solidement pour qu'ils résistent aux catastrophes futures, et il faudra faire en sorte que le travail de reconstruction donne un élan au développement. Depuis le tremblement de terre de 1939, le Chili s'est aperçu que reconstruction et développement étaient inséparables; il a donc créé deux institutions parallèles dans ces deux domaines, institutions qui ont depuis lors constitué la base de son développement industriel. Deux jours après la catastrophe, le Gouvernement chilien a présenté au Parlement un projet de loi en vue de créer, pour faire face aux catastrophes, un fonds de 250 millions de dollars, qu'il espère financer en partie au moyen de crédits extérieurs en nature ou en espèces.

9. Pour exécuter convenablement les travaux de reconstruction, il faudra entreprendre des études sismologiques plus détaillées, et les résultats de ces études, ainsi que l'expérience acquise lors des tremblements de terre précédents, pourront être mis à profit pour établir non seulement les plans des nouveaux bâtiments, mais encore les plans des villes et des édifices publics.

10. La délégation chilienne estime que le rapport du Secrétaire général sur l'assistance en cas de catastrophe naturelle contient beaucoup d'idées positives et que la série de mesures qu'il propose de prendre à l'échelon national présente un intérêt incontestable. Nombre de ces mesures ont déjà été adoptées au Chili, où il existe un mécanisme qui a permis, dans une certaine mesure, de prévenir les catastrophes et d'apporter des secours rapides lorsqu'elles surviennent. Le rapport contient aussi des suggestions utiles au sujet des possibilités d'action des diverses institutions internationales.

11. L'efficacité de la coopération internationale en cas de catastrophe dépend de l'utilisation optimale des ressources et de la rapidité avec laquelle elles sont mises à la disposition des intéressés. Le seul moyen d'obtenir de bons résultats est d'assurer une coordination efficace, dont la responsabilité doit incomber au Secrétaire général de l'ONU. M. Santa Cruz ne pense pas que le mécanisme existant soit suffisant pour faire face à une telle tâche et il estime qu'il faut adopter des conceptions beaucoup plus hardies et plus vastes. Le succès d'une action internationale en vue d'atténuer les effets des catastrophes est subordonné à un esprit de solidarité générale. Il ne semble pas qu'on ait donné suite à la proposition formulée par le Conseil dans sa résolution 1533 (XLIX), relative à la création d'un fonds d'urgence pour les catastrophes financé au moyen de contributions volontaires, et le rapport du Secrétaire général n'insiste pas sur cette proposition. Les arguments avancés contre cette résolution ont été que l'Assemblée générale, dans sa résolution 2435 (XXIII), avait déjà demandé au Secrétaire général de préparer une étude sur la question et que le Conseil devait attendre ce rapport avant de prendre une décision. Or, le Conseil est maintenant saisi du rapport en question, où il est précisément demandé que des ressources internationales soient mises à la disposition

de l'ONU pour que l'Organisation puisse apporter une assistance efficace en cas de catastrophe. Dans ce rapport, il est proposé que le fonds soit alimenté par des contributions volontaires des gouvernements, dans lesquelles on puiserait en cas de besoin, mais M. Santa Cruz estime qu'il est peu probable qu'un système de ce genre puisse être instauré si la volonté politique de le mettre sur pied n'existe pas. Le rapport révèle que le chiffre prévu pour l'aide d'urgence en 1971 a diminué de 50 000 dollars par rapport à 1969 et à 1970.

12. M. Santa Cruz dit que, si le Conseil est vraiment résolu à s'attaquer à ce problème, la question de l'assistance en cas de catastrophe doit être reliée à l'action entreprise pour favoriser le développement et le progrès social, et en particulier pour améliorer le logement. Les catastrophes naturelles aggravent les problèmes de logement existants, d'autant que ce sont les habitations des quartiers les plus pauvres qui subissent le plus de dommages. Le logement occupe une place prépondérante parmi les facteurs qui expliquent la situation sociale alarmante du monde en voie de développement, et les pays en voie de développement manquent de ressources pour surmonter ces difficultés. Le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1970*, dont un résumé (E/5005) a été distribué au Conseil, indique que moins de 50 p. 100 de la quantité de nouveaux logements dont l'ONU avait reconnu que la construction était indispensable pour résoudre le problème du logement dans les pays en voie de développement ont été construits. Les pays en voie de développement possèdent les ressources en matériel et en main-d'œuvre pour contruire plus rapidement des habitations; en outre, la construction de logements aide à créer des emplois, favorisant ainsi le développement de l'économie dans son ensemble. Toutefois, ces ressources sont insuffisantes pour remédier à la pénurie actuelle et pour fournir des habitations aux nouveaux citoyens.

13. La communauté internationale ne doit pas rester indifférente à un problème de cette ampleur. M. Santa Cruz propose de créer un fonds commun auquel les pays pourraient contribuer en fournissant des maisons préfabriquées, des matériaux de construction, des techniciens ou des cadres. Ce fonds pourrait accorder des prêts en nature à long et à moyen terme, et à faible taux d'intérêt. Non seulement il aiderait les pays éprouvés par des catastrophes, mais il pourrait être utile aux pays qui le financeraient en favorisant leurs industries du bâtiment, ce qui constituerait un stimulant économique. Cette suggestion pourrait être étudiée par les pays et les organisations internationales intéressées, en particulier l'ONU, la FAO, la BIRD et l'ONUDI.

14. M. WIELAND ALZAMORA (Pérou) dit que depuis l'adoption de la résolution 1546 (XLIX) du Conseil sur l'assistance en cas de catastrophe naturelle, les événements ont montré que ces catastrophes avaient des conséquences particulièrement graves pour les pays en voie de développement, qui n'ont pas les moyens de secourir rapidement les populations éprouvées. La coopération de la communauté internationale est une nécessité urgente pour le succès des travaux de reconstruction et de relèvement. La délégation péruvienne pense que le rapport complet du Secrétaire

général apporte une contribution utile à la solution du problème et que les mesures qui y sont proposées pour la prévention, le diagnostic et les secours méritent d'être étudiées.

15. Le Pérou, qui compte parmi les auteurs du projet de résolution E/L.1434, peut appuyer la suggestion du représentant du Chili tendant à supprimer le paragraphe 2 du dispositif. Il appuie aussi la proposition faite par un certain nombre de délégations en vue de remplacer au paragraphe 4 les mots "donner une suite positive" par "considérer favorablement".

16. M. Wieland Alzamora espère que le Conseil adoptera le projet de résolution à l'unanimité.

17. M. McCARTHY (Royaume-Uni) est persuadé que toutes les délégations voudront exprimer leur sympathie au Gouvernement et au peuple chiliens devant la nouvelle épreuve qui les frappe. La façon la plus concrète de témoigner de cette sympathie consiste à appuyer le projet de résolution E/L.1434.

18. Le projet de résolution présenté par les Etats-Unis d'Amérique, la Grèce, l'Indonésie, la Jamaïque, le Kenya, le Liban, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, le Pérou et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (E/L.1438) est le résultat d'un gros travail et de longues consultations de la part de nombre de délégations, organisations et particuliers. La délégation norvégienne, notamment, a beaucoup fait pour encourager le Conseil et l'Assemblée générale à traiter du problème de l'assistance en cas de catastrophe naturelle.

19. Après la tragédie dont le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a rendu compte à la 1783e séance il ne fait aucun doute qu'un nouveau système de coordination des secours en cas de catastrophe naturelle s'impose. Le Secrétaire général lui-même a du reste dit, dans sa déclaration au Conseil (1773e séance), que les propositions assez modestes figurant dans son rapport pourraient avantageusement être renforcées. Le rôle de point central que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a joué dans le cas des opérations au Bengale occidental pourrait, le cas échéant, offrir un modèle pour le type de mesures qu'il y aurait lieu de prendre.

20. Les auteurs du projet de résolution E/L.1438 savent qu'il existe des divergences de vues sur divers aspects du rapport du Secrétaire général, mais comme elles portent essentiellement, semble-t-il, sur l'importance relative à donner à diverses questions, ils espèrent qu'elles s'atténueront au cours de la discussion.

21. Se référant à l'exposé présenté par la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge (E/C.2/732), M. McCarthy dit qu'au cours des années la Ligue a contribué beaucoup plus que toute autre organisation à la coordination de l'aide internationale en cas de catastrophes naturelles et a acquis une précieuse expérience des mesures pratiques qu'elles appellent. Le représentant du Royaume-Uni pense que le Conseil voudra peut-être prendre note tout spécialement des vues exprimées par la Ligue.

22. La délégation du Royaume-Uni appuie la proposition du Secrétaire général visant la création d'un bureau perma-

nent chargé de coordonner les mesures prises en cas de catastrophe naturelle et pense que ce bureau devrait être dirigé par une personnalité éminente ayant le titre de "Coordonnateur des secours en cas de catastrophe". Il faudra que le coordonnateur jouisse de la confiance tant des donateurs que des bénéficiaires et qu'il respecte l'entière liberté des gouvernements de prendre leurs propres dispositions. Il faudra, bien entendu, qu'il respecte aussi la liberté d'action des associations bénévoles et des organismes des Nations Unies, mais la délégation du Royaume-Uni espère que ces organes feront appel à lui pour qu'il les conseille et les renseigne, et pour qu'il assure les travaux de coordination. Les activités récentes menées au Bengale occidental offrent un excellent exemple de coopération, et il faut espérer qu'il sera suivi.

23. Quant à la suggestion tendant à ce qu'un comité permanent soit établi pour conseiller le Coordonnateur, la délégation du Royaume-Uni préférerait, à la réflexion, que ces détails soient laissés au soin du Coordonnateur lui-même. Les dépenses administratives qu'il faudrait inscrire chaque année au budget ordinaire de l'ONU ne devraient pas dépasser sensiblement les 205 000 dollars prévus par le Secrétaire général, somme à laquelle viendrait s'ajouter le traitement du Coordonnateur s'il était nommé séparément.

24. L'idée, mentionnée dans le mémoire du Royaume-Uni en date du 4 mars 1971 (voir E/L.1404, p. 3), de prélever des crédits sur le Fonds de roulement jusqu'à concurrence de 150 000 dollars par an pourrait compliquer la question si elle était prise en considération formellement, et il ne s'agit de toute façon que de sommes symboliques. Tous les frais afférents aux secours continueraient d'être pris en charge par les donateurs — gouvernements, associations ou organisations —, les crédits étant versés soit par l'entremise du Coordonnateur, soit directement au titre d'arrangements bilatéraux. Dans ce dernier cas, les donateurs feraient bien de tenir le Coordonnateur au courant et de s'informer des besoins auprès de lui. A cet égard, les vues exprimées par la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge touchant l'importance de fournir ce dont les intéressés ont vraiment besoin méritent de retenir l'attention.

25. La délégation du Royaume-Uni se félicite que le Secrétaire général ait reconnu qu'il y aurait plus d'inconvénients que d'avantages à créer un fonds spécial des Nations Unies (voir E/4994, par. 95). Sachant qu'il existe un fonds, les donateurs pourraient se montrer moins généreux, et il serait difficile de déterminer comment répartir les ressources disponibles. Ce sont rarement les fonds qui posent le principal problème. Le cas du Bengale occidental a bien montré la générosité des donateurs en cas de catastrophes. Les éléments essentiels sont l'information, l'organisation, la capacité d'approvisionnement et la coordination.

26. La délégation du Royaume-Uni ne voudrait pas empiéter sur le domaine du Coordonnateur en suggérant la constitution de stocks mondiaux, qui seraient coûteux et qui risqueraient de se détériorer et de n'être pas conservés à l'endroit voulu. A cet égard, M. McCarthy approuve dans l'ensemble les observations contenues dans le rapport complet du Secrétaire général (*ibid.*, par. 45 à 50). Comme l'a indiqué la délégation britannique dans son mémoire (voir

E/L.1404, p. 5), les gouvernements pourraient, dans les 24 heures qui suivraient le début d'une catastrophe, faire connaître exactement les ressources dont ils disposent.

27. Quant à la proposition touchant l'emploi par le Coordonnateur de personnel temporaire en période de crise (voir E/4994, par. 88), la délégation du Royaume-Uni espère que d'autres organismes des Nations Unies et des associations bénévoles seraient disposés à prêter du personnel.

28. Le Coordonnateur devrait pouvoir se concentrer sur la coordination au moment de la catastrophe, et non se voir submergé par des travaux de relèvement. La délégation du Royaume-Uni espère que, dans l'intervalle des opérations de secours, le Coordonnateur pourra se préparer à affronter les périodes de crise en restant en contact avec les services nationaux chargés des secours en cas de catastrophe, en vérifiant l'état des moyens de communications, en rédigeant des codes pour les formalités de douane et d'immigration applicables au personnel de secours, et en se tenant au courant des méthodes de prévision et de prévention des catastrophes.

29. Le Secrétaire général a laissé à la discrétion des Etats Membres les décisions touchant les questions traitées dans les paragraphes 90 et 91 de son rapport. Les auteurs du projet de résolution E/L.1438 estiment que le Conseil devrait exprimer ses vues touchant l'endroit le plus favorable à l'installation du bureau permanent. Que l'on choisisse New York ou Genève, le Coordonnateur devra probablement pouvoir disposer d'un bureau de liaison dans celui de ces deux grands centres d'activités de l'ONU qui n'aura pas été retenu.

30. Les auteurs du projet de résolution pensent qu'il serait bon que des candidatures soient présentées pour le poste de coordonnateur; toutefois, la nomination proprement dite relève bien entendu du Secrétaire général. Pour l'instant, le Conseil devrait se concentrer sur le mécanisme de coordination.

31. Les résolutions antérieures de l'Assemblée générale et du Conseil, le rapport complet du Secrétaire général et le mémoire du Royaume-Uni concernent exclusivement les catastrophes naturelles. La délégation du Royaume-Uni reste d'avis que l'ONU doit faire porter essentiellement son effort sur les catastrophes naturelles; elle s'est cependant montrée capable de s'occuper d'autres situations d'urgence, et les auteurs du projet de résolution E/L.1438 ont prévu cette éventualité. L'essentiel est de savoir si les gouvernements ont besoin des services du Coordonnateur; la principale tâche du Conseil consiste à créer les rouages et à faire en sorte que les travaux de préplanification et de coordination soient bien en main, de façon que l'assistance appropriée puisse être fournie en cas de catastrophe de toute nature.

32. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que son gouvernement a mis sur pied un système efficace de coordination de l'aide dispensée par les divers organismes de secours dans les zones sinistrées. Le gouvernement et les organisations sociales fournissent une aide bilatérale aux autres pays en cas de catastrophe

naturelle. Après les inondations et les typhons qui ont ravagé le Pakistan en 1970, de grosses quantités de fournitures médicales, de produits alimentaires et agricoles, de textiles, de couvertures, de véhicules à moteur et de pièces détachées pour ces véhicules, ainsi que d'autres secours, ont été acheminées vers les régions éprouvées. Des secours d'urgence ont aussi été fournis par l'entremise de la Croix-Rouge à la population du Pakistan oriental : l'URSS a envoyé notamment des hélicoptères et des équipages d'hélicoptères et a prêté les services d'épidémiologistes et autres agents sanitaires.

33. Après le récent tremblement de terre survenu au Pérou, le Gouvernement de l'Union soviétique a fourni les installations pour un hôpital mobile de 200 lits, des hélicoptères, des fournitures médicales, 100 habitations préfabriquées, du matériel pour trois jardins d'enfants, des moyens de transport, des produits alimentaires et les services de 200 agents médicaux. La Société de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de l'URSS a également envoyé des fournitures médicales, des couvertures et des textiles. Une assistance analogue a été accordée au Cambodge et à d'autres pays victimes de catastrophes naturelles.

34. Le Président de l'URSS a adressé une lettre au Président du Chili, le 11 juin 1971, pour exprimer sa profonde sympathie au Gouvernement et au peuple chiliens à l'occasion du tremblement de terre qui venait de ravager le pays et lui a fait savoir que les organisations de secours soviétiques enverraient une assistance. Cette assistance a été fournie quelques jours plus tard.

35. Le Gouvernement de l'URSS attache beaucoup d'importance à la coopération internationale en matière de secours, et particulièrement au rôle que peuvent jouer les Nations Unies dans la coordination de ces activités. La nature et l'étendue de l'assistance à fournir doivent bien entendu être déterminées séparément dans chaque cas particulier.

36. En ce qui concerne le rapport du Secrétaire général, la délégation de l'URSS au CPC a élevé des objections contre les dispositions de l'annexe III touchant le statut juridique des équipes de secours. En effet, en vertu de ces dispositions, ces équipes échapperaient au contrôle des gouvernements des pays où elles opéreraient. La question des privilèges et immunités ne devrait pas intervenir dans le cas de l'octroi d'une assistance humanitaire. Il y a eu des cas où des activités politiques hostiles ont été menées au nom de certains pays occidentaux sous couvert d'activités d'assistance. Toute tentative pour obtenir pour les équipes de secours des privilèges ou immunités qui leur permettraient d'échapper au contrôle du gouvernement intéressé ne pourrait qu'attirer l'attention de ce gouvernement sur les dangers d'ingérence dans ses affaires intérieures.

37. En ce qui concerne le projet de résolution E/L.1438, la délégation soviétique reconnaît que les activités de secours doivent être coordonnées, mais elle préférerait que l'un des secrétaires généraux adjoints ou des sous-secrétaires généraux actuels soit responsable de cette coordination, plutôt que de voir créer un nouveau poste de coordonnateur des secours en cas de catastrophe. Le personnel de soutien pourrait être mis à la disposition de l'intéressé grâce



à une redistribution du personnel actuel du Secrétariat. Les augmentations budgétaires qu'entraînerait le recrutement de personnel nouveau seraient une charge additionnelle pour les gouvernements, qui réduirait leurs possibilités d'assistance.

38. M. Smirnov propose certains amendements au projet de résolution E/L.1438<sup>1</sup>.

39. La délégation de l'URSS étudiera les observations du représentant du Royaume-Uni touchant les autres fonctions qui pourraient être confiées au Coordonnateur et reviendra sur cette question à une date ultérieure.

40. La carte du monde qui figure dans le rapport du Secrétaire général est périmée depuis au moins 20 ans. Il n'y a plus d'Allemagne au sens où l'indique cette carte, mais bien deux Etats allemands souverains : la République démocratique allemande et la République fédérale d'Allemagne. On a donné aux délégations l'assurance, à la dernière session du CPC, que cette carte serait rectifiée. La délégation soviétique proteste devant la tentative qui est faite d'utiliser les documents des Nations Unies comme moyens de discrimination contre des Etats socialistes. Le représentant de l'URSS a présenté un amendement (E/L.1437) au projet de résolution E/L.1434 de manière à supprimer une formule discriminatoire bien connue. La République démocratique allemande a récemment fourni une assistance au Chili et a accordé une aide analogue à d'autres pays qui ont été victimes de catastrophes naturelles dans le passé; son aide doit être considérée sous le même angle que celle que fournissent d'autres pays.

41. La délégation de l'URSS appuiera la proposition du Chili de supprimer le paragraphe 2. Si cette proposition ne bénéficie pas d'un appui unanime, M. Smirnov demandera qu'elle soit mise aux voix.

42. Le PRÉSIDENT annonce que les auteurs du projet de résolution E/L.1434 ont accepté de supprimer le paragraphe 2 de ce texte. Il faudrait également supprimer, au paragraphe 3, la mention du FMI.

43. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation de son pays aimerait avoir des précisions sur les incidences financières du projet de résolution E/L.1438.

44. Le PRÉSIDENT dit que le Secrétariat établira à l'intention du Conseil une note sur les incidences financières.

45. M. FERNAND-LAURENT (France) espère que cette note fera ressortir les dépenses supplémentaires se rapportant à la création du poste de coordonnateur, ainsi que la différence des incidences financières selon que le Coordonnateur et le personnel de son service ont leurs bureaux à New York ou à Genève.

46. M. AHMED (Secrétaire du Conseil) dit que le Secrétariat a cherché à déterminer si la carte figurant dans le

rapport du Secrétaire général était conforme aux autres cartes mondiales publiées par l'Organisation des Nations Unies. Il a été informé qu'elle avait été entièrement établie de façon tout à fait conforme à la pratique de l'Organisation qui, dans le cas de l'Allemagne, avait été appliquée depuis environ 23 ans sans que jamais jusqu'ici, pour autant qu'on sache, elle ait été mise en question ou ait fait l'objet d'une plainte. La carte comporte, comme les autres cartes de l'Organisation, la clause habituelle indiquant que l'ONU ne prend pas position quant au tracé des frontières.

47. M. HEDEMANN (Norvège) déclare que la délégation de son pays approuve, pour l'essentiel, les conclusions et propositions contenues dans le rapport du Secrétaire général et qu'elle s'est jointe avec plaisir aux auteurs du projet de résolution E/L.1438, en espérant qu'il recevra un appui unanime. Le nouveau mécanisme prévu devrait permettre d'accomplir de manière satisfaisante les tâches indiquées dans le rapport du Secrétaire général. L'expérience qu'ont permis d'acquérir les efforts de coordination des secours déployés récemment à une grande échelle devrait être pleinement mise à profit.

48. Grâce aux moyens d'information modernes, le monde entier connaît les souffrances des populations frappées par des catastrophes naturelles. La possibilité de recevoir facilement, en cas de catastrophe, des secours efficaces et coordonnés figure parmi les droits fondamentaux de l'homme. Tous les efforts possibles doivent être déployés en vue de planifier les mesures à prendre avant, pendant et après les catastrophes et d'appliquer ces mesures au mieux. Le Conseil a pour tâche de mettre au point les méthodes et d'établir les mécanismes nécessaires pour protéger l'individu. La délégation norvégienne estime, elle aussi, que les activités en question pourraient être divisées en quatre catégories : prévention et prévision des catastrophes; établissement de plans préalables et préparation des services; mesures à prendre pendant la situation d'urgence; enfin, relèvement et reconstruction après la catastrophe. C'est là une division dont il est tenu compte dans le projet de résolution.

49. La délégation norvégienne approuve la comparaison établie au paragraphe 17 du rapport du Secrétaire général entre les effets des conflits civils ou des situations d'urgence et ceux de catastrophes naturelles. Les méthodes et le mécanisme établis devraient pouvoir être utilisés à l'avenir pour soulager les souffrances humaines provoquées par des catastrophes, quel qu'en soit le type. C'est là un des points sur lesquels on a pu se mettre largement d'accord à la vingt et unième Conférence internationale de la Croix-Rouge, tenue à Istanbul en 1969, et à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

50. Dans le rapport intérimaire qu'il a présenté au Conseil à sa quarante-neuvième session<sup>2</sup>, le Secrétaire général a fait remarquer que les catastrophes qui exigent la mobilisation de ressources bien supérieures à celles dont les pays touchés disposent continueraient de se produire et que les gouvernements feraient appel à l'Organisation des Nations Unies pour lui demander de leur procurer une assistance directe et

<sup>1</sup> Le texte de ces amendements a été distribué ultérieurement sous la cote E/L.1440.

<sup>2</sup> E/4853.

d'obtenir en leur faveur l'aide de la communauté mondiale. L'ONU doit être prête à répondre aux demandes des Etats Membres et à assurer en même temps la participation active et continue des organisations privées et intergouvernementales, telles que la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, le Comité international de la Croix-Rouge et le CIMF, à un effort de secours coordonné.

51. La délégation norvégienne attache une grande importance aux efforts déployés par les organisations de secours privées, nationales ou internationales. L'orientation adoptée en la matière par la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge est parfaitement rationnelle, et la délégation norvégienne se félicite qu'il en soit tenu compte dans le rapport du Secrétaire général. En Norvège, les organisations privées sont parvenues à plusieurs reprises à obtenir l'appui de la population pour une action internationale de secours et à rassembler des fonds importants; mais une coordination plus étroite sur le plan international permettrait d'améliorer l'efficacité d'une assistance de ce genre. Dans ses efforts en vue d'améliorer la coordination, l'Organisation des Nations Unies devrait faire en sorte que les organismes privés soient en mesure de poursuivre leurs activités de secours avec le même enthousiasme et la même compassion qu'ils ont toujours manifestés jusqu'ici.

52. La délégation norvégienne se félicite des observations des organisations non gouvernementales et, en particulier, des remarques de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge touchant la nécessité d'élaborer des plans nationaux d'assistance en cas de catastrophe portant sur tous les aspects d'une aide de ce genre. Il convient également de féliciter la Ligue de ses efforts pour rédiger un manuel intitulé *Secours de la Croix-Rouge en cas de désastre* (voir E/4994, par. 40) et destiné à aider les gouvernements à préparer leurs plans nationaux d'assistance en cas de catastrophe.

53. Une aide internationale efficace en cas de catastrophe naturelle dépendra de plusieurs éléments étroitement liés entre eux et allant de l'établissement de plans préalables et du degré de préparation jusqu'à l'octroi des secours d'urgence et à la reconstruction et au relèvement après la catastrophe. La délégation norvégienne est convaincue que le fait d'établir à l'échelon international des plans adéquats en prévision des catastrophes et de se préparer judicieusement à y parer faciliterait grandement la coordination de l'aide extérieure et aiderait à éviter les doubles emplois. Il est nécessaire de créer, au sein de l'Organisation des Nations Unies, un organe qui centraliserait, sur le plan international, les idées et les renseignements et servirait de centre d'étude et de planification ainsi que de point de départ d'où serait acheminée et coordonnée l'assistance internationale destinée aux régions sinistrées. Dans le projet de résolution E/L.1438, les éléments de base sont prévus à cet effet. La délégation norvégienne pense, comme le Secrétaire général, que la proposition contenue dans les paragraphes 86 et 87 de son rapport représente un strict minimum. Le bureau dont la création est proposée devrait être chargé de traiter de l'ensemble des questions portant sur l'établissement des plans préalables, les travaux de préparation et les opérations de secours. Il serait donc nécessaire d'élargir le bureau après une période relativement courte. Le Gouvernement norvégien estime qu'il s'agit là d'un projet

utile que l'Organisation des Nations Unies devrait mettre à exécution d'urgence, et il est prêt à y prendre part en aidant à faciliter l'établissement du bureau et son bon fonctionnement. Il pense lui aussi que le financement de ce bureau devrait être inscrit au budget ordinaire de l'Organisation, et il est disposé à assumer sa part des dépenses supplémentaires y afférentes.

54. La délégation norvégienne est d'avis que Genève serait l'endroit le plus approprié pour installer le bureau en question, puisqu'elle est le siège d'un certain nombre d'importants organismes internationaux bénévoles et de plusieurs institutions des Nations Unies qui auraient un rôle de premier plan à jouer dans ce domaine.

55. Dans le cadre des forces de réserve que les Gouvernements norvégien et suédois peuvent, sur demande, mettre au service de l'Organisation des Nations Unies, ces gouvernements ont mis sur pied des équipes nationales de secours destinées à intervenir à l'étranger. La délégation norvégienne se félicite des efforts du Secrétaire général, à l'annexe III de son rapport, en vue de définir le statut juridique de ces équipes lorsqu'elles travaillent pour le compte de l'Organisation, et elle espère avoir la possibilité de traiter de cette question et d'autres à une date ultérieure.

56. En adoptant le projet de résolution E/L.1438, le Conseil marquerait le début d'une ère nouvelle dans les efforts de la communauté internationale en vue de soulager les souffrances humaines causées par les catastrophes et les situations d'urgence.

57. M. KULIN (Observateur de la Turquie), prenant la parole en vertu de l'article 75 du règlement intérieur, dit qu'il approuve la teneur et les conclusions du rapport du Secrétaire général et appuie la proposition en vue de l'établissement d'un bureau permanent chargé de s'occuper de l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies en cas de catastrophe. Il se félicite de la proposition figurant dans le projet de résolution E/L.1438 et visant la nomination d'un Coordonnateur des secours en cas de catastrophe, nomination qui représenterait une mesure constructive dans la direction que l'Assemblée générale a recommandée dans sa résolution 2717 (XXV). La délégation turque a l'intention de proposer un amendement au texte du projet de résolution en vue de définir d'une manière plus précise les responsabilités du Coordonnateur. Cet amendement contiendrait des directives plus détaillées à l'intention du Secrétaire général et du Coordonnateur en ce qui concerne l'organisation des secours, la coordination des mesures prises par les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales et privées, la notification par les parties intéressées, la préparation de plans d'assistance en prévision des situations d'urgence, la diffusion d'informations sur les progrès techniques réalisés dans le domaine pertinent, le relèvement et la reconstruction dans les régions sinistrées et l'évaluation de toutes les ressources financières disponibles pour l'exécution des tâches à accomplir.

58. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) exprime l'espoir que la proposition formulée par l'observateur de la Turquie sera soumise au Conseil conformément aux dispositions du règlement intérieur et

que le Conseil ne s'engagera pas dans une longue discussion de procédure comme cela s'est produit lors de sa cinquantième session.

59. M. TERVIER (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) annonce qu'il va faire quelques observations au nom de la FAO et au nom du PAM, qui fournit des secours conjointement avec la FAO. Le rapport du Secrétaire général définit de façon précise les rôles des différents organismes des Nations Unies qui interviennent en cas de catastrophe naturelle. Les responsabilités de la FAO ont été délimitées dès 1951 par les résolutions du Conseil économique et social et par les résolutions de la Conférence de la FAO. Les attributions du PAM ont été fixées en 1963 lorsqu'on a décidé l'affectation spéciale de certaines ressources du PAM et leur mise à la disposition du Directeur général de la FAO, lequel a la possibilité de les utiliser, de la façon qu'il juge appropriée, pour s'acquitter de la tâche qui lui est dévolue concernant l'aide alimentaire d'urgence. Ces ressources représentent actuellement 10 millions de dollars par an et peuvent être augmentées le cas échéant avec l'approbation du Comité intergouvernemental ONU/FAO du Programme alimentaire mondial. Le Directeur général continue à exercer les pouvoirs qu'il a reçus dans ce domaine, en étroite collaboration avec le Directeur exécutif du PAM. Des discussions auront lieu prochainement à un niveau élevé entre la FAO et le PAM sur les questions d'intérêt commun afin d'arrêter une politique concertée pour l'aide d'urgence et le développement.

60. Il semble qu'il y ait une certaine confusion dans l'esprit des membres du Conseil au sujet des compétences respectives de la FAO et du PAM pour les secours d'urgence. Les deux organismes ne peuvent accorder une telle assistance que dans des cas bien définis : catastrophes naturelles soudaines telles que tremblements de terre, raz de marée, inondations ou autres calamités imprévisibles; problèmes qui se posent de façon soudaine mais qui sont le fait de l'homme, par exemple un afflux de réfugiés; ou encore une baisse des disponibilités alimentaires alarmante mais survenant plus lentement, par exemple en raison de sécheresses ou de ravages causés par les ennemis des cultures. Au cours des dernières années, les deux organisations ont accordé pour environ 20 millions de dollars par an d'assistance alimentaire d'urgence. Depuis 1963, plus de 85 p. 100 des 100 millions de dollars de produits agricoles distribués d'urgence ont été fournis lors de catastrophes naturelles. Le PAM, qui est l'organisme des Nations Unies contribuant le plus largement aux secours d'urgence du point de vue financier, a, en commun avec la FAO, acquis des connaissances techniques, mis au point des mécanismes et établi des contacts qui permettent d'évaluer, de mobiliser et de transporter les quantités des produits agricoles requises pour faire face aux besoins urgents. Les deux organisations travaillent en étroite relation avec le HCR, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et les organisations bénévoles et elles font appel aux représentants résidents du PNUD pour la coordination de l'aide alimentaire dans leurs régions respectives. Elles sont disposées à appuyer tout dispositif qui pourrait se révéler nécessaire, après consul-

tation, pour améliorer et accélérer l'assistance en cas de catastrophe. Il existe de nombreux projets de la FAO et du PAM, souvent exécutés en coopération avec le PNUD, pour le relèvement de l'agriculture anéantie ou bouleversée par les désastres naturels. La FAO et le PAM ont aussi aidé des pays à étudier les moyens de prévenir certaines catastrophes naturelles.

61. La FAO souscrit entièrement à la suggestion contenue dans le paragraphe 104 du rapport du Secrétaire général concernant la nécessité pour les divers organismes des Nations Unies de continuer à agir rapidement en cas de catastrophe, compte tenu de leurs ressources et conformément à leur mandat. Aucun obstacle ne devrait les empêcher d'intervenir sans délai et directement, même dans les cas de grandes calamités où leurs efforts doivent être coordonnés afin d'assurer une répartition rationnelle de l'assistance. La FAO attache également une grande importance à l'observation formulée au paragraphe 106, selon laquelle les représentants résidents du PNUD, aidés par les services techniques de l'institution et les représentants du FISE, devraient jouer un rôle important dans leurs pays d'affectation respectifs. Des renseignements au jour le jour sur l'aide reçue par le pays de sources bilatérales, d'institutions philanthropiques et d'organisations internationales pourront être obtenus à ce niveau et permettront aux représentants résidents, en consultation avec le gouvernement, de coordonner l'assistance et de fournir des indications complètes et à jour, évitant ainsi les doubles emplois et le gaspillage.

62. En même temps, il semble qu'il faille créer un bureau des Nations Unies chargé de coordonner les mesures prises en cas de catastrophes. Ce bureau pourrait devenir le centre nerveux de l'assistance et accélérer l'adoption des mesures appropriées, coordonner l'action internationale et servir de point de contact avec et entre les donateurs, et, en cas de grandes calamités, prendre l'initiative des secours lorsque les institutions ne pourront pas le faire isolément en raison des limites que leur imposent leurs statuts ou leurs ressources. Toutefois, comme cela est suggéré dans le rapport, un tel centre devrait appuyer et compléter l'œuvre accomplie par les organismes des Nations Unies qui sont déjà équipés pour fournir une aide directe et ont de l'expérience dans ce domaine, sans pour autant faire double emploi avec eux.

63. Les observations figurant au paragraphe 16 du rapport du Secrétaire général s'appliquent particulièrement à l'aide alimentaire fournie par la FAO et le PAM pour faire face aux disettes qui se déclarent de façon moins soudaine et n'entrent pas directement dans le cadre des préoccupations actuelles. La FAO a pu créer un vaste système d'alerte qui permet de surveiller l'évolution et les effets de facteurs susceptibles d'endommager, de réduire ou d'anéantir certaines cultures, afin de prendre à temps les mesures nécessaires pour prévenir ces effets ou pour parer aux déficits alimentaires ainsi provoqués. Elle continuera à assumer cette responsabilité, à moins que les désastres agricoles à venir n'atteignent une ampleur telle que la FAO ait à fournir une assistance internationale disproportionnée à ses ressources.

64. La FAO et le PAM prendront immédiatement en considération certaines des suggestions et recommandations

du rapport afin de simplifier et d'améliorer leurs procédures et de rendre ainsi plus rapide et plus efficace l'aide alimentaire d'urgence. Ils coopéreront pleinement avec le centre international de secours en cas de catastrophe dont la création est envisagée, en vue de coordonner et de stimuler l'octroi aux pays sinistrés d'une assistance des organismes des Nations Unies.

65. M. DARSA (Indonésie) dit que les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général sont fondées sur l'expérience acquise lors des grandes catastrophes, expérience qui a montré les insuffisances des dispositions prévues à l'échelon national et international pour limiter les pertes de biens et de vies humaines et pour venir rapidement en aide aux zones atteintes. Les systèmes d'alerte existants n'ont qu'une utilité limitée, car le problème de la transmission au public en temps voulu des avertissements et des instructions reste dans une large mesure à résoudre. Dans bien des pays exposés aux catastrophes, la planification des mesures à prendre en cas d'urgence est souvent incomplète, et il n'existe aucune infrastructure administrative permettant la répartition adéquate des tâches ou la transmission des ordres. L'efficacité des secours en cas de catastrophe dépend de la rapidité de l'intervention, car il s'écoule généralement un certain temps avant que l'assistance internationale parvienne à destination. Dans les régions fréquemment dévastées, un plan de lutte contre les catastrophes est donc indispensable. L'Indonésie a créé un mécanisme qui doit fonctionner sous l'autorité du Ministre des affaires sociales avec la participation des organismes gouvernementaux responsables en cas de catastrophes naturelles et celle de la Croix-Rouge.

66. M. Darsa approuve les recommandations du Secrétaire général tendant au renforcement des activités des organisations s'occupant de recherche scientifique sur les phénomènes naturels et des organisations gouvernementales et non gouvernementales chargées des secours d'urgence, du relèvement et de la reconstruction (voir E/4994, par. 105). Tous les organismes s'intéressant au premier chef à de telles activités devraient contribuer à l'œuvre accomplie par les Nations Unies dans ce domaine. Le représentant de l'Indonésie insiste sur le rôle utile joué par l'Organisation internationale de protection civile (OIPC), qui est essentiellement chargée de promouvoir et de coordonner à l'échelle mondiale le développement et l'amélioration des systèmes et des techniques utilisés pour prévenir les catastrophes naturelles et industrielles. Conformément aux résolutions 2034 (XX) et 2435 (XXIII) de l'Assemblée générale, cette organisation a adopté un plan national type pour les opérations de protection civile en cas de catastrophe, qui pourrait servir de modèle aux gouvernements pour l'élaboration de leurs propres plans. Elle a également mis au point une procédure d'assistance internationale en matière de protection civile qui pourrait être appliquée en vertu d'accords régionaux. La coopération régionale pour la lutte contre les catastrophes est essentielle dans des régions exposées telles que l'Asie du Sud-Est, où les zones sinistrées sont souvent éloignées de la capitale, mais relativement proches des centres de secours d'un pays voisin. En pareil cas, l'aide d'urgence peut être acheminée plus facilement à

partir du pays en question. Les directeurs des organismes de protection civile des pays membres de l'Association de l'Asie du Sud-Est se réuniront en Indonésie à la fin de 1971 pour envisager une telle coopération.

67. M. Darsa souscrit à la proposition de créer un bureau permanent pour les mesures à prendre en cas de catastrophe dans le cadre du Bureau des affaires interorganisations. Pour assurer une réponse plus rapide et plus efficace aux demandes d'aide d'urgence, il est capital de désigner un coordonnateur permanent, comme le prévoit le paragraphe 4 du dispositif de la résolution 2717 (XXV) de l'Assemblée générale.

68. Le PRÉSIDENT annonce que la Malaisie désire se porter coauteur du projet de résolution E/L.1438.

69. M. LABOUISSSE (Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance) déclare que le FISE, qui a une longue expérience en matière de secours en cas de catastrophe, accueillera avec faveur toute décision du Conseil qui permette aux organismes des Nations Unies de fournir des secours plus prompts et plus efficaces. Les mesures préconisées dans le rapport du Secrétaire général donneraient cette possibilité. Toutefois, dans le passé, les organismes des Nations Unies ont beaucoup fait pour aider les pays victimes des catastrophes, et il importe de ne pas détruire la base des arrangements en vigueur. Tout nouveau système qui serait adopté doit être souple, et il faut encourager les institutions à maintenir et à accroître la souplesse de leur propre procédure tout en participant au système de coordination. Les gouvernements répugnent parfois, soit pour des raisons politiques soit par fierté, à présenter en cas d'urgence des demandes d'aide en bonne et due forme, tout en se félicitant de celle qui leur est fournie. Bien entendu, le consentement des gouvernements bénéficiaires est toujours indispensable, mais les procédures doivent être suffisamment souples pour permettre de fournir une aide sans attendre une demande officielle.

70. En 1970, le FISE est intervenu dans 13 situations d'urgence. Dans des situations de moindre urgence, il se pourrait que le coordonnateur proposé ne croie pas devoir faire appel aux organismes des Nations Unies, et la Croix-Rouge peut souvent venir à bout d'une situation par ses propres moyens. Chaque cas est un cas d'espèce. Le mécanisme de coordination proposé devrait être suffisamment large pour faire face à tous les types de catastrophes qui provoquent des souffrances humaines et nécessitent une action de secours. Il se présente, bien entendu, des situations critiques résultant de catastrophes autres que naturelles, et M. Labouisse espère qu'à la longue il sera possible d'étendre la portée du mécanisme proposé; il se félicite de constater que le projet de résolution E/L.1438 mentionne également d'autres situations d'urgence.

71. L'important est de pouvoir fournir une aide d'urgence sans délai ni formalités inutiles et sans attendre des plans détaillés, à condition que des experts soient sur les lieux pour évaluer la situation. Certaines institutions des Nations Unies, la Croix-Rouge et d'autres organisations ont suffisamment d'expérience pour savoir ce qu'il faut faire dans bien des cas et disposent de personnel spécialisé et de



fournitures dans les régions particulièrement exposées aux catastrophes. Récemment, dans la situation critique créée par l'afflux de réfugiés dans l'Inde orientale, le FISE a pu fournir des secours immédiats et des moyens de transport aérien avant que le mécanisme de coordination ait été établi. M. Labouisse présume que rien dans le projet de résolution E/L.1438 ne vise à retarder une action qui, en pareil cas, doit être menée promptement, et il pense que le Conseil souhaitera toujours voir les organismes des Nations Unies agir avec toute la célérité possible, conformément à leur procédure normale. Il est proposé au paragraphe 1 du projet de résolution d'autoriser le Coordonnateur à "diriger" les activités de secours des organismes des Nations Unies. Si le mot "diriger" signifie que le Coordonnateur peut donner des ordres ou des instructions aux divers organismes, ceux-ci se trouveraient dans une position difficile s'ils étaient appelés à prendre des mesures incompatibles avec leur politique ou leur budget, qui sont fixés par leurs organes directeurs respectifs. M. Labouisse pense que ce terme signifie que le Coordonnateur tracera la ligne à suivre et donnera une orientation, plutôt qu'à proprement parler des instructions. Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a agi de cette façon dans la situation d'urgence en Inde dont il vient d'être question, mais les décisions relatives à l'action à entreprendre et à l'utilisation des contributions des Nations Unies ont été prises collectivement, en plein accord avec les autorités indiennes.

72. L'action d'urgence des organismes des Nations Unies impose souvent à leur personnel une lourde charge qui n'a pas toujours été prévue au moment du vote des budgets administratifs. M. Labouisse suggère que les membres du Conseil, qui sont également membres des organes directeurs des organismes et programmes des Nations Unies s'occupant des activités de secours, prennent ce fait en considération au moment du vote de leur budget administratif. C'est là une question importante si l'on veut que l'appareil tout entier fonctionne efficacement et promptement.

73. Il serait préférable que la plupart des contributions passent par un seul et même canal, mais il ne serait sans doute pas très judicieux d'insister sur une telle centralisation, car elle risquerait de décourager d'éventuels donateurs. En 1970, 2 millions de dollars environ ont été réunis par les comités nationaux pour le FISE pour les opérations d'urgence. Des appels de fonds de cette nature devraient être encouragés, et il serait peut-être bon d'inclure dans le projet de résolution une disposition appropriée reconnaissant l'importance de la participation du public.

74. De l'avis de M. LAZAREVIĆ (Yougoslavie), les catastrophes survenues en 1970 au Pérou et au Pakistan oriental ont montré que les organismes des Nations Unies devaient être mieux préparés à aider les pays éprouvés par des catastrophes et qu'ils devaient prendre part plus largement à cette aide. Le rapport du Secrétaire général, qui

découle pour une large part des résolutions adoptées à ce sujet, présente des recommandations utiles, mais il ne traite pas comme il faudrait de la question de la création d'un fonds international de secours en cas de catastrophe. La Yougoslavie ne peut appuyer le point de vue adopté dans le rapport à l'égard de ce problème, car elle estime que si l'ONU veut jouer un rôle plus décisif dans les opérations de secours, il lui faudra finalement créer un fonds international. L'action internationale de secours en cas de catastrophe devrait être améliorée et intensifiée.

75. Le rôle des organismes et des programmes des Nations Unies qui s'occupent des secours en cas de catastrophe est déterminé par le domaine de leur compétence, et il est nécessaire de prendre des dispositions d'ordre administratif pour renforcer et coordonner leurs activités à toutes les phases des opérations. On l'a fait jusqu'à présent, en fonction des circonstances, en chargeant un fonctionnaire spécialement désigné de coordonner l'aide dans chaque situation d'urgence. Le Secrétaire général propose maintenant, conformément à la résolution 2717 (XXV) de l'Assemblée générale, d'établir à cet effet un service permanent et de nommer à titre permanent un coordonnateur. La proposition est modeste, mais on s'explique mal pourquoi les Nations Unies devraient dépenser deux fois plus en une année pour un service constitué de six personnes qu'il n'est proposé d'en dépenser dans le même temps pour les secours proprement dits. Il sera malaisé de convaincre l'opinion publique yougoslave qu'un tel organe est nécessaire. Rien ne garantit que le nouveau service ne s'agrandira pas, comme il arrive ordinairement en pareil cas. Il n'y a pas grande différence, semble-t-il, entre les dispositions institutionnelles proposées par le Secrétaire général et celles que préconisent les délégations de la Turquie et du Royaume-Uni, mais il est probable que le nouveau service prendra plus d'extension qu'on ne le prévoit s'il est constitué en tant qu'organe autonome indépendant du Secrétariat et s'il ne reçoit pas de l'Assemblée générale des directives arrêtées en toute connaissance de cause. M. Lazarević n'est pas certain que le Bureau des affaires interorganisations ne puisse jouer, à l'occasion, voire même à titre permanent, le rôle de point central pour la coordination des secours internationaux en cas de catastrophe.

76. Il faudrait trouver une solution satisfaisante, et la délégation yougoslave étudiera le projet de résolution. M. Lazarević suggère d'insérer dans le paragraphe 1 un nouvel alinéa attribuant au Coordonnateur un rôle modeste dans la phase de relèvement et de reconstruction des opérations de secours, ainsi que dans la phase initiale.

77. La délégation yougoslave appuie le projet de résolution sur les mesures à prendre à la suite des catastrophes naturelles survenues en Colombie et au Chili (E/L.1434).

La séance est levée à 13 heures.